

Communiqué de presse d'Alliance Sud du 15 juin 2020

Pas de signe de solidarité internationale

Même pendant cette période de crise, le Conseil national ne veut pas intensifier l'engagement international de la Suisse. Plusieurs propositions des commissions de politique extérieure et des finances ont demandé une augmentation des crédits-cadres pour la coopération internationale (2021-2024). Le Conseil national les a toutes rejetées.

Le Conseil national a approuvé les crédits-cadres devisés à 11,25 milliards de francs par le Conseil fédéral. Il en résultera probablement un taux d'aide publique au développement (APD) de 0,46 % du revenu national brut si, comme le fait le Conseil fédéral, les dépenses consacrées aux demandeurs d'asile en Suisse sont incluses dans la coopération au développement. Or la valeur de référence internationale de l'APD, reconnue par la Suisse, est de 0,7 %. Des pays comme la Suède, la Norvège, le Danemark et la Grande-Bretagne dépassent largement ce taux. Les propositions de minorité qui visaient également cette valeur cible pour notre pays ont été rejetées.

La crise du coronavirus affecte la planète entière, mais pas de la même manière. Elle a d'énormes conséquences sociales, économiques et politiques dans les pays les plus pauvres. La Banque mondiale prévoit par exemple que jusqu'à 60 millions de personnes vont basculer dans l'extrême pauvreté d'ici la fin de l'année ; le nombre de personnes souffrant de la faim doublera, passant de 130 à 265 millions. Souvent extrêmement endettés, les pays de l'hémisphère sud ne pourront pas faire face seuls à cette crise.

Diverses organisations internationales appellent les pays industrialisés à accroître leurs dépenses de développement. Dans [une lettre ouverte](#), un groupe de 20 économistes de renom autour du prix Nobel Joseph Stiglitz avertit que les conséquences de cette crise frapperont aussi durement l'Occident. Pour empêcher que cela se produise, les pays industrialisés devraient dès à présent mettre des fonds supplémentaires à disposition.

Le Conseil national n'a pas réussi à donner un signe de solidarité internationale absolument nécessaire. Les personnes démunies du Sud en auraient bénéficié. Une décision différente de la Chambre basse aurait en outre eu valeur d'exemple pour les autres pays industrialisés et les aurait incités à faire eux aussi un geste en faveur d'un monde juste, durable et stable, sans faim ni pauvreté. Il appartient maintenant au Conseil des États de corriger cette décision problématique de la Chambre basse.

Pour plus d'informations :

Kristina Lanz, dossier politique de développement, Alliance Sud, tél. 076 295 47 46